



HAL
open science

Projets collectifs de méthanisation : une démarche agricole en lien avec le territoire

Guilhem Anzalone, Alain Retière

► To cite this version:

Guilhem Anzalone, Alain Retière. Projets collectifs de méthanisation : une démarche agricole en lien avec le territoire. Territoires en transition énergétique et sociétale : quel rôle pour les dynamiques collectives en Pays de la Loire ?, 2018. halshs-01783735

HAL Id: halshs-01783735

<https://shs.hal.science/halshs-01783735>

Submitted on 2 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Projets collectifs de méthanisation : une démarche agricole en lien avec le territoire

Guilhem ANZALONE, Alain RETIERE

Les enjeux du climat et de l'énergie prennent aujourd'hui une ampleur inédite et l'agriculture y tient une place particulière : forte productrice de gaz à effet de serre et grande consommatrice d'énergies fossiles, elle est également un des rares secteurs à pouvoir stocker du carbone et produire des énergies renouvelables variées. Le développement de la méthanisation agricole rassemble plusieurs problématiques de la transition énergétique et plus largement écologique. Elle permet en effet de produire des énergies de manière renouvelable en valorisant des déchets ; ce qui limite ainsi le recours au fossile pour l'utilisation d'énergie et d'engrais, et peut restreindre l'impact environnemental de ces déchets.

Le développement de la méthanisation agricole prend place dans un contexte particulier, marqué régulièrement par des crises économiques auxquelles se rajoutent plus ponctuellement des crises sanitaires. On peut considérer que ces différentes crises expriment plus largement la remise en cause du contrat entre agriculture et société : produire pour nourrir le monde ne suffit plus, son impact social, économique et environnemental est également l'objet d'attentions croissantes. C'est en cela que l'engagement d'agriculteurs dans un projet de méthanisation offre de multiples opportunités : elles concernent la création d'un revenu supplémentaire, la gestion des effluents d'élevage, l'autonomie énergétique, la contribution à la lutte contre le changement climatique et le développement territorial parmi d'autres domaines. On observe la multiplication d'initiatives locales qui se caractérisent par des contextes et des objectifs différents, mais qui apportent des enseignements sur les conditions d'émergence et de développement de projets collectifs agricoles de méthanisation. Il convient de comprendre ces conditions pour accompagner le changement d'échelle de cette dynamique.

C'est en définitive la démarche mise en œuvre par le programme TES. Elle s'est concrétisée dans un travail – également collectif – associant le département de Loire-Atlantique, les associations AILE, TRAME et FNCIVAM, les chambres d'agriculture de Pays de la Loire et de Bretagne, ainsi que des sociologues de l'ESA et un agronome de CAP 2100 International. L'enquête de terrain a été réalisée par Sandra Ortiz Piedras, Wafa Zeghouane et Amal Zehi dans le cadre de leurs stages respectifs ; elle porte sur les projets de Varades, Pouillé-les-Côteaux (44) et La Chapelle-Caro (56). Ce travail montre que si les agriculteurs engagés dans ces projets présentent une certaine diversité de caractéristiques et de motivations, la cohésion des collectifs repose sur une dynamique d'ouverture et des dispositifs de régulation. En rassemblant leurs réseaux personnels, les membres moteurs de chaque projet jouent un rôle important dans son développement et dans son ancrage territorial.

Une diversité initiale qui se maintient dans le projet

Les agriculteurs qui forment les collectifs de méthanisation présentent une certaine diversité en termes de caractéristiques sociales et économiques. S'ils sont tous issus du milieu et ont suivi une formation agricole, leur âge va de 22 ans à plus de 60 ans (avec une grosse majorité entre 30 et 50 ans). Si tous combinent élevage et cultures c'est avec des productions et des degrés divers : élevage bovin (lait et viande), porcin, avicole ; céréales et légumineuses. On retrouve cependant des caractéristiques régionales puisque

les agriculteurs bretons sont davantage orientés vers l'élevage, tandis que les agriculteurs ligériens accordent une plus grande place aux cultures, avec une surface agricole utile (SAU) plus importante. Cela n'efface pas pour autant la diversité interne des collectifs : un élément important comme le choix du constructeur de l'unité de méthanisation à La Chapelle-Caro révèle par exemple l'hétérogénéité des identités professionnelles entre éleveurs, bovins d'une part et porcins d'autre part. Les premiers étaient en effet partisans d'une installation plus robuste tandis que les seconds penchaient pour une installation plus sophistiquée et nécessitant un pilotage fin. De même, les agriculteurs évoquent une palette de motivations à leur engagement. La méthanisation permet de résoudre des problèmes d'épandage de lisier et d'utiliser le digestat au lieu d'acheter des fertilisants. Elle constitue une source de revenu diversifiée et sur le long terme, concourant à pérenniser l'exploitation et à valoriser son patrimoine. La dimension innovante des projets est également valorisée, ainsi que le fait de travailler en collectif. Autre avantage relevé par certains, la méthanisation concourt à la protection de l'environnement et participe ainsi à l'amélioration de l'image de l'agriculteur dans la société. Si les éleveurs sont plus intéressés par la gestion des effluents et les céréaliers par la dimension financière, les différentes motivations sont largement partagées au sein des collectifs qui rassemblent donc des agriculteurs aux intérêts divers. Comme le souligne un membre de La Chapelle-Caro, « il y a trois groupes dans la méthanisation ; chacun a des intérêts différents, et dans ce groupe-là on a réussi à les mettre à trois tiers ».

Au-delà de leurs points communs, les agriculteurs présentent donc une certaine diversité en termes de caractéristiques socio-économiques, et montrent des attentes et des intérêts différents. Si elles peuvent constituer un frein, l'hétérogénéité des participants et la multiplicité de leurs motivations n'apparaissent pas comme un obstacle rédhibitoire au développement des projets. Cette diversité se régule sur la base d'une dynamique de groupe sans s'effacer complètement.

Du « noyau dur » au collectif : une dynamique ouverte et un leadership partagé

L'étude de ces cas montre que les projets de méthanisation se construisent sur un vécu commun à une grande partie de leurs membres. Ceux-ci partagent une expérience tissée de multiples collaborations, que ce soit dans le cadre de leur exploitation et surtout au sein de coopératives d'utilisation de matériel en commun (CUMA). Dans cette perspective, les projets de méthanisation s'inscrivent dans une longue tradition de travail collectif dans le monde agricole. Plus généralement, ces agriculteurs font partie de groupes professionnels locaux, caractérisés par une communauté d'activités et de conditions, formant des réseaux de dialogue et partageant des normes locales (Darré, 1996). L'interconnaissance préalable n'est cependant pas exclusive car le groupe ainsi formé reste ouvert à des arrivées ultérieures. Certains membres de La Chapelle-Caro n'avaient pas cette expérience antérieure du travail collectif, et ce projet s'est également bâti sur le rapprochement de deux CUMA dont les adhérents ne se connaissaient pas forcément auparavant. À Varades, le projet a permis le rapprochement d'agriculteurs voisins qui se connaissaient peu, et qui ont commencé à travailler ensemble pour des travaux comme la moisson. Que cela soit dans des groupes déjà existants ou bien dans le projet en émergence, la dynamique collective se nourrit des échanges entre pairs et de l'impulsion de certains de ses membres.

Le leadership, individuel ou collectif, joue en effet un rôle important dans la dynamique des initiatives locales (Klein, 2011). Il requiert une organisation propice à sa valorisation, en particulier pour la coexistence de différents types de leaders. Tandis qu'à

Varades le leadership est essentiellement porté par une personne, il est partagé à Pouillé-les-Côteaux comme à La Chapelle-Caro au sein d'un noyau dur de trois ou quatre membres (sur la douzaine que comptent les collectifs). En coordination, ces leaders assurent les principales missions : la gestion technique de l'unité, les relations avec les partenaires (banques et collectivités locales par exemple), la gestion administrative, l'organisation du collectif. L'attribution des tâches et des différents périmètres d'intervention se fait en fonction de leurs intérêts et de leurs compétences : le fonctionnement du méthaniseur pour les éleveurs les plus techniques, la gestion du digestat pour les agronomes, l'administratif et la trésorerie pour ceux qui ont une expérience et un intérêt dans ces domaines, etc. Un enjeu important est la création de conditions favorables à la vie du groupe. Les collectifs se constituent notamment par le rassemblement des réseaux d'interconnaissance personnels des leaders. Il faut donc que ces réseaux puissent se fondre dans un collectif plus large, ce qui nécessite un effet d'entraînement au-delà du noyau dur ainsi qu'une forme de régulation. On observe des dynamiques d'échange formelles et informelles qui contribuent à mobiliser les membres du groupe ; elles permettent également de faire émerger une conception commune des enjeux ou pour le moins de faire cohabiter des opinions différentes. Les collectifs étudiés se réunissent ainsi régulièrement et communiquent fréquemment par courriels. Ces échanges se déroulent dans un cadre plus large de sociabilité et de relations amicales. Ils contribuent à la régulation du groupe, qui doit pouvoir dépasser les oppositions et les moments de tension pour la pérennité du collectif. Le développement des projets passe en effet par un grand nombre de décisions d'importance diverse, et les collectifs s'appuient pour cela sur des dispositifs tels que le consensus ou le vote pour établir une position commune. On note des différences entre Pouillé-les-Côteaux et La Chapelle-Caro qui sont probablement dues à des niveaux d'avancement différents. Le projet ligérien est encore en réflexion ; ses membres se réunissent toutes les semaines et fonctionnent par consensus pour se créer une culture commune. Le projet breton est en fonctionnement : ses membres se réunissent tous les quinze jours et prennent des décisions par vote sur le principe « une personne, une voix » (indépendamment du volume et de la qualité des intrants apportés par chacun). Ce fonctionnement démocratique et horizontal n'exclut pas la permanence de hiérarchies socioprofessionnelles existantes comme on a pu le voir à Varades, fondées sur le capital économique et la proximité avec les organisations professionnelles départementales.

Des dynamiques autonomes et accompagnées

L'indépendance et l'autonomie sont des principes recherchés par les agriculteurs, y compris dans le cadre d'un projet de grande ampleur que constitue la production d'énergie renouvelable (Mazaud et Pierre, 2016). Il n'en reste pas moins que ces projets démarrent le plus souvent d'une étincelle extérieure, et que leur développement est accompagné par diverses organisations.

Ils s'inscrivent tout d'abord dans un contexte global favorable à la production d'énergie renouvelable et à la limitation de gaz à effet de serre, notamment sous l'effet de politiques publiques européennes, nationales et locales. En l'occurrence, les trois projets étudiés ont été initiés par une action de la communauté de communes, qu'il s'agisse d'une simple séance d'information à La Chapelle-Caro ou bien d'une étude de faisabilité à Varades et Pouillé-les-Côteaux. Les porteurs de projets ont par ailleurs été sollicités par des bureaux d'étude et des développeurs, avec des réussites diverses. Le projet de La Chapelle-Caro a trouvé un nouvel élan après l'abandon d'un développeur qui souhaitait

conserver la maîtrise des capitaux. De même dans les projets ligériens, les agriculteurs ont repris les commandes du projet initié par la communauté de communes. Plus fondamentalement, on retrouve aux côtés des agriculteurs un ensemble d'organisations professionnelles (les chambres d'agriculture notamment), de collectivités locales (départements, communautés de communes et mairies) et d'associations (AILE, TRAME). Ces différents acteurs ont apporté des expertises techniques, des aides financières, ainsi qu'un accompagnement à la gestion de projets – notamment dans sa dimension humaine. À la suite de J.-P. Darré, nous pouvons souligner l'importance des interactions entre d'une part les agriculteurs et d'autre part les techniciens et conseillers qui les accompagnent, dans un processus de production de connaissances et de déploiement de pratiques innovantes. Dans le cas breton, il faut également évoquer le soutien d'un industriel utilisant la chaleur produite par la méthanisation, qui participe au projet tout en laissant les agriculteurs décider des orientations, et dont la présence rassure les banques. Le constructeur a également apporté un appui technique non négligeable.

En élargissant la focale, on se rend donc compte que ces dynamiques ne se limitent pas aux agriculteurs ni même à la sphère agricole. Outre les organisations professionnelles, nous avons évoqué l'action d'acteurs spécialisés dans le domaine énergétique et des collectivités locales, qui apportent leurs ressources et leurs compétences. L'implication des collectivités met particulièrement en évidence la dimension territoriale de ces projets. Ils peuvent être conçus en lien avec différentes problématiques (gestion des déchets et assainissement des eaux, autonomie énergétique etc.) et répondre à des besoins particuliers. C'est par exemple le cas des installations de cogénération dont la chaleur est utilisée à proximité, par un industriel à La Chapelle-Caro ou par des infrastructures urbaines (piscine, collège et réseau chaleur de la ville) à Vihiers (49). En réduisant la focale, on met en lumière une autre forme d'inscription territoriale des projets de méthanisation, qui repose sur la multi-appartenance de ses membres. J.-P. Darré soulignait déjà les effets de la multi appartenance des agriculteurs (groupe local mais aussi réseaux spécialisés, syndicats etc.) en termes d'innovation et de changement de pratiques ; effets qui dépendent notamment de la position de l'agriculteur dans le groupe. Des travaux plus récents sur la production d'énergie en agriculture ont particulièrement mis en évidence le rôle stratégique d'agriculteurs bien insérés dans le milieu professionnel et occupant des fonctions politiques (Mazaud et Pierre, 2016). Dans les trois projets étudiés, une grande partie des leaders sont des élus locaux, et notamment à la communauté de communes du pays d'Ancenis pour Pouillé-les-Côteaux et Varades (membres des commissions à l'aménagement du territoire et aux politiques territoriales dans ce dernier cas). Ils ont ainsi une bonne connaissance des dynamiques locales, et notamment de celles qui sont peu visibles car faiblement institutionnalisées ; ils sont également en position de recueillir des informations sur les dispositifs publics et plus largement les opportunités qui peuvent se présenter ; ils ont enfin une grande capacité de mobilisation dans les sphères sociales auxquelles ils appartiennent.

J.-L. Klein utilise la notion de leadership territorial pour analyser la manière dont des organisations se rassemblent pour mobiliser les citoyens d'un territoire en faveur d'un projet. À ce stade de développement de la méthanisation dans le Grand Ouest, on peut émettre l'hypothèse que son déploiement à une plus grande échelle passe par la capacité des porteurs de projet à élargir leur collectif ; cela impliquerait en particulier d'approfondir son inscription territoriale par l'inclusion d'une diversité croissante d'acteurs. Cela nous invite à repenser la constitution des collectifs à travers la multi-appartenance de leurs membres, pour enclencher des dynamiques non seulement professionnelles mais aussi plus territorialisées.

Références bibliographiques

Darré, J.-P. L'invention des pratiques dans l'agriculture. Vulgarisation et production locale de connaissance. Paris : Karthala, 1996.

Klein, J.-L. « Économie sociale et territoire en contexte de mondialisation : le développement par l'initiative locale », in Bellemare, G. et Klein, J.-L. (dir.), *Innovation sociale et territoire : convergences théoriques et pratiques*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2011.

Mazaud, C. Pierre, G. « La construction sociale de projets de production d'énergies renouvelables : une entrée par les rapports sociaux localisés », Séminaire *Dynamiques de coopérations dans les territoires : Approche pluridisciplinaire en dialogue avec les acteurs*, Angers, 2016.